

Le Trait d'Union

BI-HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉ

Rédacteur en Chef : Félicien LAUBREAUX

N° 361

Dimanche 16 Janvier

1944

«Lorsqu'on veut empêcher les horreurs d'une révolution, il faut la vouloir et la faire soi-même.»

RIVAROL

„On croit rêver!...“

On croit rêver, s'est écrié le cardinal Liénart, quand on entend dire que les attentats, les listes noires, les menaces de guerre civile, sont des manifestations du patriotisme et que l'on sert la France en assassinant ou en soumettant les campagnes à un régime de terreur digne des temps les plus troubles. Oui, on croit rêver, et il est réconfortant qu'une haute autorité ecclésiastique ait jeté dans l'arène où les Français se déchirent cette protestation de sa conscience et de sa raison. Sera-t-elle comprise, écoutée?

On le souhaite. Mais on n'en est pas assuré. Trop de gens se sont refusés à voir dans les jeunes gens qui ont pris le maquis de véritables rebelles à une loi qui les dérangeait dans leurs habitudes et leurs goûts, et qui invoquaient d'autres motifs plus nobles pour se dérober purement et simplement à leur devoir. Sans doute, ces réfractaires ne pouvaient pas apercevoir dès l'abord les conséquences de leur indiscipline, et la complicité qu'ils ont rencontrée dans les habitants des régions où ils s'étaient cachés, les conseils qu'ils ont reçus de gens à qui ils croyaient pouvoir se fier étant donné leur situation et quelquefois leur grade, l'habile propagande qui les persuadait de leur héroïsme, panaché de romantisme, tout les encourageait à persister dans l'erreur: mais les temps durs sont venus. Encadrés peu à peu par des hommes dont ils n'avaient pas deviné les desseins, ils se sont transformés, parfois malgré eux, parfois avec un consentement résigné, en armée de la révolution. Et leurs chefs, désormais assurés de tenir leurs troupes en mains, ont étendu le champ de leurs exploits. Le terrorisme a fait tâche d'huile. Il n'est plus une ferme où un paysan se sente en sécurité; et dans les villes, des rafales de mitraillettes abattent quotidiennement les victimes désignées par Moscou.

De patriotisme, en cette affaire, il n'en est pas de trace. Que serait-ce qu'un patriotisme qui consisterait à placer le salut du pays dans la révolte contre la loi et le gouvernement responsable de l'ordre? Et en quoi sert-on la patrie lorsqu'on dévalise les perceptions, qu'on vide les tiroirs des demeures isolées, qu'on tue au coin des rues des gendarmes ou des miliciens, que l'on tente d'affamer les populations en brûlant les récoltes? En quoi, lorsqu'on attend de Moscou et de Londres ses directives ou ses mots d'ordre, ses moyens d'action, armes, équipements, argent? Beau patriotisme, en vérité, qui puise ses raisons dans une soumission aveugle à l'étranger. On a couvert d'accusations et de sarcasmes, dans notre enseignement officiel, les émigrés de Coblenz. On leur a reproché d'avoir sacrifié la patrie à leur parti pris. Mais ses émigrés de l'intérieur ne trouvent-ils pas encore des laudateurs?

Mais oui, on en trouve, puisque le cardinal Liénart exprime à ce propos sa stupéfaction. On les trouve parmi ceux qui se croient à l'abri de la vague et ne voient pas que la marée monte et les recouvrira à leur tour, parmi ceux qui se sont fait de l'immense conflit où nous sommes engagés pour la vie ou la mort l'image étriquée d'une querilla franco-allemande; parmi ceux aussi, qui, devant les conséquences sociales de la lutte où l'Europe joue son destin, croient en reculer l'échéance en s'alliant aux forces de destruction qui la précipitent.

On croit rêver, évidemment. Mais plutôt au Ciel que l'on rêvait!

136 bombardiers abattus au-dessus du Reich

Dans la matinée du 11 janvier des formations de bombardiers américains ont attaqué quelques villes du centre de l'Allemagne. Au cours du combat engagé, les chasseurs, les avions torpilleurs et la D.C.A. ont abattu 136 appareils assaillants, tant sur le territoire du Reich que sur les territoires occupés. La grande majorité de ces bombardiers sont des quadrimoteurs.

Jusqu'ici la perte de 9 chasseurs allemands est connue.

D'autre part, les bombardiers anglo-américains ont, à deux reprises, le 10 janvier et dans la nuit du 11, attaqué la ville de Sofia. Au cours de ces attaques les forces de défense allemandes et bulgares ont abattu 13 bombardiers, le plupart à 4 moteurs.

Enfin des avions torpilleurs allemands ont attaqué, dans la soirée du 10 janvier, au large des côtes algériennes, un convoi de renfort et coulé plusieurs bateaux jaugeant au total 32.000 tonnes.

La physionomie de l'offensive d'hiver soviétique à Jitomir ressemble à celle des grandes attaques précédentes des Rouges. Cette fois-ci encore, les troupes soviétiques sont dans l'obligation de se ruer contre les deux flancs très résistants de la poche qu'ils ont créée. Leur effort porte particulièrement contre le flanc sud. De fortes poussées soviétiques se font sentir, par exemple, dans le secteur de Bielaia-Tserkov, à 150 kil. à l'est de Jitomir. Le front, là, se déplace vers Tcherkassy et se rapproche du Dniepr. En conséquence, si les Soviétiques veulent consolider le succès qu'ils ont remporté à Jitomir et à Korosten, ils sont contraints de faire pression sur le front de Tcherkassy, cherchant à l'ébranler. C'est pourquoi l'on compte, du côté allemand, avec de fortes attaques rouges, dans le secteur de Bielaia-Tserkov et de Tcherkassy. Une autre poussée se fait aussi sentir par delà Korosten et au nord-est de Jitomir, dans la région Novograd-Volynsky.

(Suite en deuxième page)



Ces chasseurs ont, dans la bataille engagée près de la tête de pont de Nikopol, mis hors de combat ce nouveau char soviétique du type KW 85.

L'organisation de l'économie de guerre nippone

Bien que le fait pût sembler paradoxal — si l'on songe que le conflit chinois éclata en 1936 — le Japon était encore, voici quelques mois, de tous les pays belligérants celui dont l'organisation économique conservait le visage le plus voisin de celui du temps de paix. En particulier, aucune modification profonde n'était intervenue dans la structure lourde et complexe de l'appareil gouvernemental et administratif, non plus que dans la forme originale de l'organisation industrielle, caractérisée par la domination à peine ébranlée des grands trusts familiaux.

Mais, la lutte se prolongeant dans le Pacifique, le Japon, par une série de réformes importantes inspirées dans une large mesure de l'exemple allemand, vient de s'engager à son tour dans la voie de la mobilisation totale, seule adaptée à la conduite d'une guerre d'usure où les facteurs proprement militaires tendent à s'effacer devant les facteurs économiques.

Sur le plan « gouvernemental », la réforme a consisté essentiellement dans un regroupement des organismes intéressés à la direction de l'économie. Désormais, le gouvernement nippon comporte trois grands ministères économiques: le ministère des Transports, résultant de la fusion du ministère des Chemins de fer et du ministère des Communications, et chargé à la fois d'organiser les transports maritimes indispensables à la mise en valeur de l'immense empire nouvellement conquis, et de développer le réseau ferré métropolitain, longtemps réservé presque exclusivement au trafic des voyageurs;

Paul DUMUR.

(Suite en deuxième page)

L'orientation économique et sociale du pays

Un exposé de M. Bichelonne

Prenant la parole à un déjeuner auquel il avait été convié à Vichy par l'Association locale de la Presse, M. Bichelonne a été amené à compléter les déclarations qu'il avait faites au début du mois de décembre à la presse parisienne, et dans lesquelles il avait exposé le programme qu'il compte mettre en œuvre au secrétariat d'Etat au Travail. Ces nouvelles déclarations n'ont fait sur certains points que confirmer et préciser les renseignements déjà fournis par le ministre. C'est le cas en particulier en ce qui concerne la remise en ordre des salaires, déjà réalisée pour les métallurgistes, les mineurs, les dockers et le personnel des chemins de fer, et qui fera l'objet de prochains arrêtés. Mais sur trois problèmes essentiels, M. Bichelonne a donné à sa pensée des développements qui doivent retenir l'attention.

LE PROBLEME DE LA MAIN-D'ŒUVRE

En définissant la mission du ministère du Travail, qui consiste « à étudier les conditions de vie et d'emploi des travailleurs », M. Bichelonne en a fortement souligné le caractère économique que les circonstances actuelles tendent de plus en plus à accentuer. Négligé jusqu'en 1942, le problème de l'orientation et du placement de la main-d'œuvre a pris une importance décisive. Des ateliers nationaux de 1848 à la guerre actuelle, les pouvoirs publics ne s'y sont intéressés qu'au point de vue de la lutte contre le chômage. Or, comme l'a souligné le ministre — en distinguant la question provisoire du recrutement de la main-d'œuvre pour l'Allemagne, du problème permanent de l'emploi de la main-d'œuvre française — il s'agit aujourd'hui de bien autre chose: l'orientation d'une main-d'œuvre particulièrement précieuse en raison de sa rareté « vers les travaux les plus intéressants pour le bien public ».

C'est essentiellement ici affaire de direction économique. Le ministère du Travail est ainsi appelé à compléter l'action du ministère de la Production industrielle, et l'on voit l'intérêt que présente actuellement la réunion dans les mêmes mains des deux départements. C'est à lui en particulier qu'il appartiendra, en organisant rationnellement l'apprentissage, de préparer les 120 000 ouvriers qualifiés dont nous avons besoin chaque année au lieu des 30.000 seulement que nous donne la formation professionnelle actuelle.

Pour mener cette tâche à bien, le ministère du Travail dispose depuis le 16 novembre 1943 d'un organisme

spécial: le commissariat interministériel de la main-d'œuvre. Des modifications de structure sont prévues sur le plan régional et départemental. A l'échelon départemental, un directeur de la main-d'œuvre dirigera l'Office de placement, et un inspecteur du travail réglera les questions relevant de la législation du travail, en particulier l'arbitrage. La même division du travail s'effectuera à l'échelon régional, grâce à un directeur régional de la main-d'œuvre et à un inspecteur divisionnaire du travail, soumis l'un et l'autre, à un inspecteur général du travail représentant le ministre auprès du préfet régional. Tout ce personnel, appelé à collaborer, sera recruté par les mêmes voies.

Ainsi, le ministère du Travail sera-t-il en mesure de remplir la première partie de sa mission: régler les conditions d'emploi des travailleurs.

Marcel DUBARD.

(Suite en quatrième page)

La propagande n'est pas la neutralité

affirme M. Philippe Henriot

Le nouveau secrétaire d'Etat à l'information et à la propagande, M. Philippe Henriot, a accordé un entretien à M. Géo Ch. Véran, du „Petit Parisien“, au cours duquel il lui a fait part de la tâche qu'il compte entreprendre.

Comment le nouveau ministre conçoit-il la propagande, tout au moins sous la forme à laquelle nous sommes habitués?

— Nous n'avons à enjoliver aucune vérité nous n'avons rien à cacher, bien au contraire, de la sévérité des jours qui nous attendent. Mais nous avons à expliquer ce qui se passe, ce qui se passera dans telle ou telle éventualité.

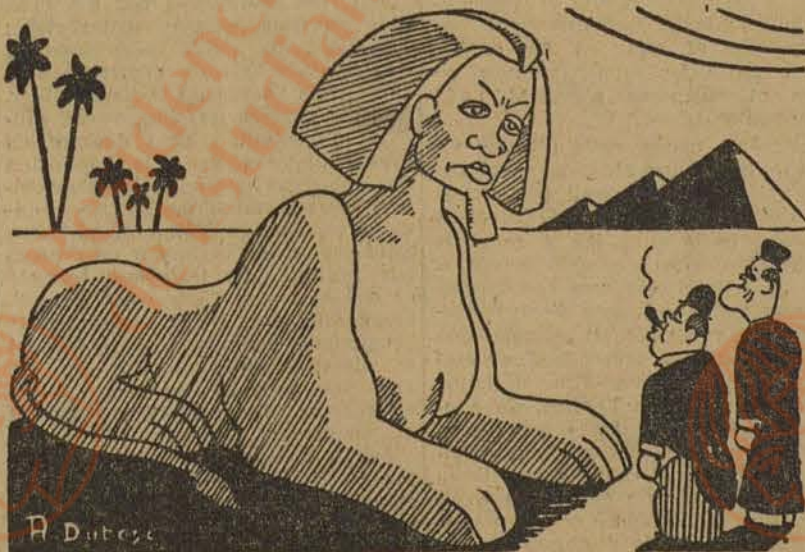
Le secrétaire d'Etat désire ensuite maintenir aussi étroitement que possible le seul lien qui nous unisse, grâce à la radio, aux Français loyaux de l'empire.

Enfin, M. Philippe Henriot entend que la radio française réagisse aux mensonges des postes anglo-américains.

„Assurément, dit-il, des textes gouvernementaux ont interdit de prendre ces émissions, mais personne n'est dupe de cette fiction maintenue trop longtemps. C'est pourquoi je considère que la riposte à des mensonges et à des calomnies quotidiennement répandues sur notre pays est une des tâches essentielles de la radio française.

Le secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande conclut par ces mots:

Je pense que jamais l'occasion n'a été meilleure de parler aux Français du déroulement des événements et de frapper l'esprit de ceux d'entre eux, si nombreux, qui avaient bâti à l'avenir sur leurs désirs. Le moment paraît venu de redoubler à leur endroit de loyauté, de probité, afin de refaire autour du gouvernement — et l'information y a aussi son rôle — cette unité française dont nous mesurons mieux la nécessité en constatant les ravages de nos divisions. Devant de tels périls je ne peux pas concevoir quant à moi, que la propagande, la radio et l'information française soient neutres. La propagande n'est pas la neutralité et j'entends, en présentant les faits dans leur vérité, ne jamais m'interdire, bien au contraire, de toujours leur donner leur éclairage français.



LES QUESTIONS DU SPHINX

— Qu'est-ce qui marche à cloche-pied le matin, en boitant à midi et en traînant la jambe le soir?
— L'alliance bolchevico-capitaliste.

JE SUIS PARTOUT

ECHOS DE PARTOUT

LA GERBE

Le poisson est noyé

Depuis le 13 novembre, on parlait à Vichy de sensationnels remaniements ministériels. Les attentistes allaient laisser la place à des hommes énergiques, résolus, franchement partisans de la révolution nationale...

Précautions

Les républicains « musclés » n'ont pas vu disparaître M. Bousquet sans amertume. Et avec beaucoup plus d'amertume encore, ils ont subi la promotion de Joseph Darnand qui devient secrétaire général au maintien de l'ordre.

La terre brûlée

La tâche qu'assume Joseph Darnand est particulièrement rude. D'autant plus que, sans parler des traquenards préparés par les républicains « musclés », ses prédécesseurs n'ont rien fait pour lui faciliter les choses.

XV de l'honorable M. Bousquet, ils avaient également disparu. A leur place, il n'y avait plus qu'une table de cuisine en bois blanc.

M. André Parmentier

M. André Parmentier, qui vient d'être nommé directeur général à la police nationale, arrive de Rouen où il était préfet régional. Mais ce n'est pas un préfet de carrière. C'est un préfet « hors série ».

Ces antibellicistes eurent en la circonstance d'autant plus de mérite que leurs chefs de file(?) tels les Louis Marin et les Ybarnegaray se laissaient entraîner derrière Mandel et Léon Blum.

Après l'armistice, toujours acquis à l'idée d'un rapprochement franco-allemand, il accepta les délicates fonctions de préfet des Vosges. Il réussit si bien qu'on lui confia la préfecture régionale de Rouen. Il y est resté seize mois seulement. Il s'occupa surtout de politique et de police, laissant avec raison aux préfets délégués des cinq départements normands agissant sous son contrôle le soin de l'administration proprement dite.

quelles ses mérites de soldat et de combattant lui avaient valu — comme ce fut le cas de Darnand — un large crédit de confiance et d'estime.

AU PILORI

Où est donc la France?

M. Dumoulin de La Barthèse a rejoint la dissidence, de sa propre autorité il est nommé ambassadeur à Berne de la « France libérée ». Il a emmené avec lui M. François de Menthon, en attaché d'ambassade, frère du ministre (?) de la Justice et de Gaulle. La France est bien représentée en Suisse par ces deux fantoches.

Un joli monsieur

Le F. de Menthon qui a rejoint la dissidence en Suisse est un de ceux qui ont fait à Berne une besogne antifranchaise. C'est lui qui favorisait l'entrée dans ce pays de tous les caullistes et fournissait des renseignements déplorables sur ceux qui étaient hostiles à l'Angleterre.

On sait que l'an dernier, une marée humaine de Juifs se rua vers la Suisse pour se mettre à l'abri des persécutions des « mauvais Français ». Leurs protecteurs auprès des autori-

tés suisses furent, comme par hasard, Dumoulin de La Barthèse et de Menthon, et par qui furent-ils alertés? Quel fut, dès cette époque, l'agent de liaison? Le dénommé Nicolle, agent communiste avéré, ex-leader du parti communiste suisse dissous par les autorités fédérales, et le « facteur » avec la France n'était autre qu'un employé du B.I.T. demeurant à Saint-Julien-en-Genevois et qui faisait chaque jour l'aller et le retour entre la France et la Suisse.

Du balai

Se décidera-t-on un jour à épurer le Quai d'Orsay et à liquider les traités du parti des généraux qui y sévissent toujours et dont l'idole reste M. Léger. Sait-on qu'il est interdit, en zone Sud, de mettre en cause ce pers... age, de dénoncer son rôle néfaste, et le mal qu'il fit à notre pays?

NOTRE COMBAT

Les stratèges

L'attention des stratèges de tout poil se reporte en ce moment sur la lutte titanessque qui se déroule en Russie soviétique. Le café du Commerce est le théâtre d'entretiens définitifs. Chacun expose ses plans, fait valoir son opinion, pousse ici un corps d'armée, là une division blindée, décrit, dans une vision prophétique, la victoire de l'un et la défaite de l'autre. Tout cela en se jetant des bocks derrière la cravate, bien assis sur une banquette ou sur une chaise de rotin.

sans influence sur le cours des opérations. Il n'est pas besoin de l'avis de quelques huluberlus pour faire comprendre à ceux qui ont encore la tête bien en place que la bataille qui se livre pour l'avenir de l'Europe est particulièrement rude et que si le barrage allemand venait à céder, c'en serait fait de nous... et des autres, même et surtout de ceux qui n'y croient pas.

La popularité de Roosevelt, déjà fortement entamée par l'échec du funeste « New Deal », n'a pas résisté à l'entrée en guerre et aux désastres qui l'ont suivie. On sait que le plus belliciste des présidents américains a résolu néanmoins de solliciter, pour la quatrième fois, les suffrages de ses concitoyens. Il compte sans doute sur la corruption judéo-capitaliste, car sa cote personnelle est au plus bas. Un récent référendum de l'Institut Gallup a démontré que 48 pour cent des Américains, environ, sont résolument hostiles à la guerre. C'est-à-dire à Roosevelt.

La bataille fait rage sur le front de l'est

Il s'agit là d'une tentative d'élargissement vers le Nord de la percée bolcheviste. Des combats aux périodes changeantes s'y déroulent. Le cours ultérieur des opérations montrera, dit-on à Berlin, si la poussée soviétique essentielle continuera de se faire sentir dans le secteur central ou si les Rouges seront obligés de déplacer le point d'application de leurs forces.

Les pertes éprouvées par les Soviats au cours de cette offensive sont très élevées. Il en est de même dans le secteur de Vitebsk où depuis le début de l'offensive d'hiver, plus de 930 chars d'assaut ont été détruits.

L'organisation de l'économie de guerre nipponne

(Suite de la première page).

Le ministère du Ravitaillement, absorbant, avec le ministère de l'Agriculture, une partie des services de l'ancien ministère de l'Economie nationale, et destiné à regrouper les forces paysannes menacées, au cours de ces dernières années, par l'industrialisation rapide du pays ; enfin, surtout, le ministère de l'Armement, placé sous le contrôle direct du premier ministre, le général Tojo, et chargé, à l'image du ministère allemand, d'organiser la mobilisation civile et de diriger l'ensemble des industries de guerre.

La création des trois nouveaux ministères, auxquels il convient d'ajouter, pour l'exploitation des territoires conquis, celle plus ancienne du ministère de la Grande Asie Orientale, doit permettre, dans l'esprit des dirigeants nippons, de surmonter les obstacles qui provenaient de la complexité bureaucratique traditionnelle et que les chevauchements entre les administrations civiles et militaires n'avaient fait qu'accroître.

(matières premières) et Mitsubichi (Industrie lourde) auraient été transformés en entreprises semi-étatiques, et il n'est pas jusqu'au trust Mitsui, le plus ancien et le plus puissant des syndicats familiaux, qui ne serait à son tour prochainement atteint dans ses privilèges.

Les conséquences de ces diverses réformes ne manqueront pas d'être importantes tant au point de vue de la structure sociale du pays qu'en ce qui concerne le développement de la production de guerre elle-même.

Sur ce dernier point, l'intervention énergique de l'Etat doit permettre d'orienter la totalité de l'activité nationale vers la satisfaction des besoins militaires. Déjà, l'action du ministère de l'Armement (qui a commencé à fonctionner le 1er novembre dernier) s'est fait sentir avec vigueur. Les entreprises ont été divisées en trois grandes catégories : industries de paix, industries-cléfs de la production de guerre, petites entreprises reconnues indispensables. Les premières (textiles, verre, produits alimentaires, etc.) devront en grande partie mettre à la disposition des industries de guerre leurs machines, leurs installations et leur main-d'œuvre, une exception devant être faite cependant en faveur de l'industrie textile, déjà fortement touchée et qui sera transférée vers le sud. Quant aux entreprises visées par le programme d'adaptation qu'a élaboré le ministère, elles devront être les unes transformées, les autres mises en réserve, d'autres enfin purement et simplement dissoutes.

conduite de la guerre, occupera dans le plan de réorganisation une place dominante. Enfin, un tri sévère sera opéré dans la troisième classe, celle des petites entreprises et entreprises artisanales, qui sont particulièrement nombreuses au Japon et avaient été souvent trop durement touchées par la pénurie de matières premières. Celles qui peuvent constituer un complément direct aux fabrications de guerre verront leur situation améliorée ; les autres seront sacrifiées, un budget de 5,7 milliards de yens ayant été prévu pour indemniser leurs propriétaires. Dans le commerce également, un vaste programme de concentration a été mis au point, qui atteindra notamment toutes les entreprises d'exportation dont le chiffre d'affaires, en 1941 et 1942, avait été inférieur à 5 millions de yens.

Deux ans de guerre dans le Pacifique

Le grand quartier impérial japonais vient de publier un communiqué « capitulatif des pertes infligées par les forces nipponnes aux armées de terre, de mer et de l'air anglo-américaines au cours des deux ans écoulés : Les Nord-Américains ont perdu 227.000 hommes de troupe, les Britanniques 122.000 hommes. Les Japonais ont fait face dans le Sud à 1.000.000 d'hommes (Nord-Américains, Britanniques, Hollandais troupes indigènes). L'ennemi a laissé dans ce secteur 144.000 morts et blessés, 4.412 avions ennemis ont été abattus et 289 transports de toutes sortes saisis.

La marine de guerre japonaise infligea aux marines ennemies pendant les deux années d'hostilités les pertes suivantes : navires coulés : 18 navires de ligne, 27 porte-avions, 98 croiseurs, 79 destroyers, 107 sous-marins, 6 navires de type inconnu, 4 navires spéciaux, 8 canonnières, 7 dragueurs de mines, 25 torpilleurs, 31 petites unités. Endommagés : 15 navires de lignes, 12 porte-avions, 56 croiseurs, 47 destroyers, 52 sous-marins, 5 navires de caractéristiques inconnues, 2 navires spéciaux, 6 canonnières, 1 dragueur de mines, 5 torpilleurs, 26 petites unités. D'autre part 688 transports ont été coulés par d'autres armes que la marine, tandis que 657 transports étaient d'autre part fortement endommagés et 603 légèrement endommagés, 5.158 avions ont été abattus. Les pertes japonaises s'élèvent à 159.000 hommes morts ou blessés. La marine japonaise a perdu, d'autre part, 1 navire de ligne, 2 porte-avions, 3 croiseurs, 22 destroyers, 11 sous-marins, 2 navires spéciaux. Un navire de ligne, 2 porte-avions, 5 destroyers, 5 sous-marins, ont été endommagés, 96 transports ont été coulés. 1203 avions japonais se sont jetés volontairement sur leurs buts.

EN ITALIE

Sur le front italien, il n'y a toujours aucun changement notable. Toutes les attaques anglo-américaines se brisent contre les lignes allemandes.

Paul DUMUR.

